

STOP!

Go!

FGTB

Plus de 600 jours sans « vrai » gouvernement alors que le pays traverse une crise sanitaire, économique, sociale, écologique sans précédent... Un surréalisme dont on se passerait bien.

Les multiples tentatives de coalition gouvernementale n'ont pas abouti. Ces échecs à répétition renforcent un sentiment de rejet des politiciens/politiciennes au sein de la population. Les gens ne comprennent plus la situation et se désintéressent de la politique. Une crise démocratique s'ajoute donc aux autres crises.

Nous avons un besoin urgent d'un gouvernement fédéral. Un gouvernement élu. Pas un gouvernement d'expert-e-s ou d'éminences grises. Si l'impasse se confirme, le retour aux urnes s'imposera. Avec le risque d'une montée de l'extrême droite et de l'abstentionnisme.

Que veut la FGTB ?

Nous voulons un retour à l'équilibre entre les revenus du capital et ceux du travail ; notre seul baromètre sera le programme mis en œuvre. Mais jusqu'ici, aucune des formules tentées n'ont pu rassurer les travailleuses et les travailleurs sur leur avenir, leurs revenus, leurs droits, leurs services publics, leur sécurité sociale.

Ces dernières semaines, les quelques avancées sociales qui ont été évoquées et dont la FGTB a eu connaissance étaient floues et incertaines. Les garanties sur leur financement sont nettement insuffisantes.

En plus, nous ne sommes pas d'accord d'échanger ces quelques mesures sociales temporaires contre une 7^e réforme de l'État définitive, en ce compris des transferts de certains pans de notre sécurité sociale ou d'instruments de solidarité. **La FGTB veut des réformes socio-économiques qui transforment la vie des femmes et des hommes qui sont essentiels au fonctionnement de la société et qui produisent les richesses. C'est le moment d'être cohérents avec les discours entendus pendant le confinement et de regagner la confiance de la population.**

Réforme de la loi de 1996 sur la compétitivité pour permettre une négociation libre des salaires, l'application de l'index et l'évolution des barèmes.

Salaire minimum légal à 14 €/h - 2.300 €/mois et suppression de l'écart salarial entre hommes et femmes.

Pension minimum légale à 1.500 € net/mois.

Relèvement de toutes les allocations sociales au-dessus du seuil de pauvreté.

Refinancement des services publics et des soins de santé.

Réforme fiscale mettant davantage à contribution les revenus du capital et les grandes fortunes.

Respect de la concertation sociale sans ingérence politique.

Réduction collective du temps de travail.